

Rwanda - France - Finance

Le rapprochement France-Rwanda passe par la finance

Africa Intelligence, 20 novembre 2020

Alors que les relations franco-rwandaïses restent hypothéquées par des questions mémorielles autour du génocide, Bpifrance est en relation avec le nouveau centre financier mis en place par le gouvernement de Paul Kagame, le Kigali International Financial Centre.

Soucieux, comme son prédécesseur Nicolas Sarkozy, de se rapprocher du Rwanda et de solder l'héritage de François Mitterrand, Emmanuel Macron a vu ce projet compliqué par le retrait, le 13 novembre, d'une des membres de la commission mise en place en avril 2019 pour examiner les archives portant sur l'implication française au Rwanda entre 1990 et 1994. L'historienne en question, Julie d'Andurain, ancienne employée du ministère de la défense, a été accusée de parti pris. La France, qui n'a plus d'ambassadeur accrédité à Kigali depuis 2015, y est représentée par un chargé d'affaires depuis 2019, Jérémie Blin.

Malgré cet incident, un rapprochement est bien en marche entre Paris et Kigali, mais plutôt dans le domaine financier. La banque publique d'investissement française, Bpifrance, a signé un accord en octobre avec Rwanda Finance, l'organisme rwandais chargé de développer le nouveau centre financier international de Kigali, le Kigali International Financial Centre (KIFC). Contactée par Africa Intelligence, Bpifrance souligne qu'elle agit distinctement des discussions autour du rôle historique de la France au Rwanda et que son but est de développer les opportunités économiques entre les deux pays.

Bpifrance prend langue avec les acteurs locaux

Son lancement, initialement prévu en novembre, a été repoussé à décembre voire janvier. Au conseil d'administration de Rwanda Finance, dont les décisions ont été rendues publiques le 12 novembre, le gouvernement de Paul Kagame a choisi plusieurs personnalités de la finance tels que l'expat du Crédit suisse, le Franco-Ivoirien Tidjane Thiam (Africa Intelligence du 18/08/20), mais aussi des familiers des administrations rwandaises, comme la cheffe de la stratégie de son organisme de promotion économique, le Rwanda Development Board (RDB), Louise Kanyonga.

Fin 2019 déjà, Bpifrance avait monté sa première mission dans le pays. Son équipe y était restée huit jours, accompagnée par l'ambassade. Elle avait rencontré des fonds d'innovation, des acteurs publics et étudié des projets d'entrepreneuriat. La banque française espère faire de Rwanda Finance, qui est rattaché au ministère des finances, sa porte d'entrée pour rayonner sur le continent. Elle souhaite ainsi renforcer son réseau de partenaires au Rwanda. Bpifrance travaille par exemple à mettre en relation son grand partenaire, le fonds AfricInvest, avec des sociétés d'investissement au Rwanda (Africa Intelligence du 16/10/20).

A Kigali, Bpifrance travaille aussi avec les autres bras financiers de la diplomatie française, et notamment avec l'Agence française de développement (AFD). Cette dernière avait déjà signé des accords de financements avec le Rwanda en juin pour la lutte contre le Covid-19. Bpifrance a également inclus dans ses discussions l'organisation chargée de promouvoir le centre financier de Paris, Paris Europlace, dirigée par Augustin de Romanet.

Aspirations européennes

Parmi les acteurs financiers rwandais, la première banque du pays, Bank of Kigali pourrait être un des interlocuteurs privilégiés de Bpifrance. L'établissement est détenu pour un peu plus de la moitié par le gouvernement rwandais, via le Rwanda Social Security Board, et le fonds souverain Agaciro Development Fund.

La France n'est pas la seule à être séduite par les perspectives d'un centre financier rwandais : l'agence de développement britannique, le CDC Group, a également signé un accord le KIFC en juin (Africa Intelligence du 11/11/20). Le projet rwandais cristallise les espoirs des financiers africains : il permettrait d'avoir une place financière idéalement située en Afrique, contrairement

aux centres financiers européens souvent utilisés et à Maurice, isolée du reste du continent. Cette dernière, tout comme le bourgeonnant centre financier de Casablanca, subit par ailleurs les foudres de l'Union européenne. Or, le Rwanda mise sur la structuration de fonds plutôt que sur des attraits fiscaux, et se trouve déjà béni par les institutions européennes. Les investisseurs et organismes financiers sont enfin rassurés par le climat politique du Rwanda et son administration, qu'ils estiment stables et efficaces. La croissance économique du pays les attire également.